

Rapports sur les forums régionaux présentés au Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2018

Résumé des messages clés du quatrième Forum régional africain pour le développement durable (FRADD), tenu du 2 au 4 mai 2018 à Dakar au Sénégal

Présenté par Monsieur Mame Thierno Dieng, Ministre sénégalais de l'environnement et du développement durable et Président du bureau du quatrième FRADD

16 juillet 2018, 15 heures - 15h30, New York, États-Unis d'Amérique

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

1. En Afrique, les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l'horizon 2030 sont mis en œuvre de manière intégrée et synergique avec les objectifs régionaux de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons.
2. Le quatrième Forum régional africain pour le développement durable a été accueilli par le Sénégal du 2 au 4 mai 2018, sous le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes ».
3. Au nom du Bureau, Permettez-moi de saluer les efforts de la Commission Économique pour l'Afrique et lui exprimer toute notre reconnaissance pour le soutien constant apporté aux pays africains dans la mise en œuvre les objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Ces remerciements vont aussi à l'endroit de la Banque africaine de développement et du système des Nations Unies pour leur appui constant.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

4. Les principales conclusions du rapport sur le développement durable en Afrique 2018 telle que présentées par le secrétariat exécutif de la Commission économique africaine montre à souhait l'ampleur des défis et des enjeux de la réalisation des ODD.
5. Les progrès qui seront réalisés en Afrique seront des plus déterminants dans l'atteinte ou non des objectifs. Ces derniers sont du reste tributaires les uns des autres d'où la nécessité d'adopter une approche holistique dans leur prise en charge.
6. Toutefois certaines bonnes pratiques et progrès réalisés si minimes soient-ils ainsi que les opportunités existantes nous poussent à l'optimisme.
7. L'accès à l'eau et à l'électricité s'est amélioré au cours de ces dernières années. L'accès à l'eau se situe à 82 % pour la population urbaine hors Afrique du Nord contre 43 % pour la population rurale et plus de plus de 45.9 % de la population a accès à l'électricité même si ce chiffre reste inférieur à la moyenne mondiale. Cependant, les couvertures varient considérablement d'un pays à l'autre et les disparités entre zones urbaines et zones rurales

restent très marquées dans la plupart des régions d’Afrique.

8. De grandes initiatives inter régionales comme la Grande Muraille Verte et le programme éco villages ont été lancées. L’Afrique dispose par ailleurs d’abondantes ressources énergétiques renouvelables et d’une forte volonté politique pour relever les défis.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

9. Voici quelques-uns des messages clés adoptés par le Forum régional africain, en sa quatrième session, sur le thème et les sous-thèmes de ce dernier :

A. Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes

10. La transformation structurelle résiliente en Afrique, conformément au Programme 2030 et à l’Agenda 2063, nécessite des cadres nationaux intégrés qui reposent sur des stratégies et des approches intégrant pleinement l’inclusion, la protection contre les effets des changements climatiques, la réduction des risques de catastrophes et la valeur du capital naturel et leur accordant un rang de priorité.

11. Il est également nécessaire d’appliquer pleinement l’accord de Paris sur le climat et d’explorer les mécanismes de financement novateurs.

B. Eau potable et assainissement

12. Les pays africains devraient investir davantage dans la fourniture d’eau potable et de services d’assainissement décents, en renforçant les capacités des acteurs et l’accès aux technologies appropriés tout en assurant une gestion intégrée des ressources en eau avec la participation de toutes les catégories notamment les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les groupes autochtones à la prise de décision ;

C. Énergies propres et d’un coût abordable

15. Les pays d’Afrique devraient renforcer leurs politiques énergétiques actuelles, leurs programmes d’accès à une énergie propre pour la cuisson et accroître la part des énergies renouvelables dans leur mix énergétique tout en encourageant la connectivité transfrontalière afin d’accélérer l’accès à l’électricité.

D. Villes et communautés durables

16. Les pays devraient intégrer l’urbanisation dans la planification nationale du développement tout en générant des emplois décents. Les états africains devraient renforcer leur processus de décentralisation en améliorant l’accès aux ressources nationales et le potentiel de création de

richesses.

E. Modes de consommation et de production durables

18. L'Afrique doit renforcer l'utilisation rationnelle des ressources et une production propre en optimisant les rendements et en réduisant les pertes après récolte.

F. Vie terrestre

19. Les gouvernements doivent aligner les stratégies et plans d'action nationaux, régionaux et locaux aux traités et des cadres mondiaux et régionaux sur la biodiversité, la neutralité de la dégradation des terres.

21. L'utilisation durable des forêts et la gestion du capital naturel doivent être intégrées dans les politiques et les cadres stratégiques de développement et les droits de propriété et d'accès à la terre doivent être renforcés pour assurer un partage juste et équitable des avantages.

23. Un engagement politique de haut niveau est nécessaire pour atteindre les cibles liées à l'ODD 15 et élaborer un nouveau et ambitieux cadre mondial sur la conservation de la biodiversité pour l'après-2020.

G. Renforcement des moyens de mise en œuvre et des partenariats pour le développement durable

24. Les pays d'Afrique devraient remédier aux lacunes et au manque de fiabilité des données pour orienter les décideurs politiques et les investissements, garantir l'efficacité de la planification et de l'exécution des programmes ;

25. Il est important de s'attaquer aux flux financiers illicites estimés à 72 milliards de dollars et aux conséquences négatives qui en découlent.

26. La science et l'innovation technologique devraient être les moteurs d'un développement inclusif et durable avec le soutien du secteur privé.

La création d'une plateforme africaine pour l'échange des résultats de la recherche permettraient de mettre à la disposition des gouvernements des bases de décision plus fiables.

27. Il est indispensable de revitaliser le Partenariat mondial par des politiques et des actions concrètes définies dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

